

4  
 Légation de Suisse  
 en  
 France

Paris, le 14 Janvier 1896



N<sup>o</sup> 1

3 Acc. réception.  
 1 En circulation.  
 2 avec légation.

Prière de rappeler  
 le numéro ci-dessus

Monsieur le Président

Bien que la France paraisse plus désintéressée que d'autres Etats dans les conflits internationaux qui agitent en ce moment les grands Empires, je me permets cependant de Vous envoyer l'écho de qu'on peut ici de la situation générale, afin de Vous permettre de comparer ces impressions avec celles qui Vous parviennent d'autres capitales. Je n'ai que très peu d'instants disponibles pour aller aux informations, M. Duplan étant malade au lit, M. Borpès ayant été indisposé à Paris & le travail de Chancellerie m'absorbent quinze heures par jour.

### I Conflit anglo allemand

Le télégramme de l'Empereur Guillaume au Président Krüger a naturellement ému les cercles gouvernementaux français, au premier moment tout au moins. On y a vu une intention bien nette de se rapprocher de la Russie par une manifestation.

Monsieur

Monsieur Lachenal

Président de la Confédération Berne



à grand orchestre, et comme les adversaires du cabinet radical de M<sup>r</sup> Bourgeois sont disposés à soutenir que les sympathies françaises sont en baisse depuis la chute du cabinet Ribot - Combarthe, on a tenté d'exploiter dans ce sens le fameux télégramme — au ministère des affaires étrangères et dans le monde gouvernemental français, on s'est assez vite calmé; on y soutient, sur un ton semi-ironique, que les allemands sont des nouveaux venus sur le marché du monde et encore plus dans les entreprises de colonisation; ils sont, après une douzaine <sup>d'années</sup> d'expériences, arrivés à voir qu'on rencontre partout les anglais en dehors d'Europe, qu'ils sont infiniment plus puissants plus hautains & plus désagréables hors d'Europe que sur le continent, et ils ont saisi une occasion de manifester leur mauvaise humeur. En France, il y a cent cinquante ans qu'on sait à quoi s'en tenir à cet égard, ensuite qu'on en est venu à prendre les choses plus philosophiquement. — Quant à croire qu'il sortira actuellement pour la France quelque modification sérieuse de ses rapports soit avec Berlin soit avec Londres, de cette tension entre Guillaume II et Lord Salisbury, on ne le pense pas ici et on se borne à regarder.

J'ai l'impression qu'à l'ambassade d'Allemagne on trouve que l'empereur a été un peu vif et qu'il n'était pas

indispensable qu'il télégraphiât propria manu au Président Krüger les sentiments que tout le monde partage envers un petit pays fermement résolu à rester maître chez lui. On paraît admettre que l'Empereur a été lui-même surpris des conséquences de son télégramme, le langage qu'il fait & a cru pouvoir sans de très grands inconvénients féliciter les Boers quand l'Angleterre haïssait officiellement les envahisseurs du Transvaal. On y ajoute qu'après tout, si les Anglais veulent de tenter offensés de ce qu'on fait d'auprès avec eux pour blâmer Jameson, c'est après indifférent, l'Angleterre ne pouvant être utile en rien à l'Allemagne en cas de grand conflit sur le continent européen - on conclut cependant en pensant que Guillaume II trouvera une formule quelconque pour sauver les apparences vis à vis de sa grand mère la Reine Victoria.

Tout autre est l'impression à l'ambassade d'Angleterre; Buffarin Lord Salisbury m'a dit, avec beaucoup de calme, comme auprès divers personnages politiques anglais en ce moment de passage à Paris & dont j'ai eu la visite, que le télégramme de Guillaume II était beaucoup moins admissible que le message du Président Cleveland. Celui-ci prenait une attitude en réponse à des déclarations fermes & positives de l'Angleterre et après un long échange de communications diplomatiques

relatives au Nicaragua, à l'île de Trinidad & enfin au  
 Venezuela. Guillaume II au contraire, dans un conflit qui  
 venait de se terminer par une victoire des Boers & une  
 déclaration sans ambiguïté de l'Angleterre désavouant Jameson,  
 vient de déclarer urbi & orbi qu'il est heureux de cette marche  
 d'événements, voulant à entendre qu'il devrait intervenir  
 si les choses avaient pris une autre tournure & qu'il aurait été  
 prêt à appuyer la création de je ne sais quel organisme militaire  
 pour mettre des possessions anglaises de l'Afrique du Sud. — Cela,  
 l'Angleterre ne l'admet pas & ne l'admettra pas. — Jamais.  
 L'opinion publique anglaise n'oubliera cette attitude de  
 l'Empereur allemand. La déception a été considérable dans  
 les cercles anglais envers un souverain que l'on considérait  
 à moitié comme un compatriote, que l'on avait fait amiral,  
 auquel on avait donné un régiment & dont on avait  
 choisi dans la société anglaise sous toutes les formes. Il s'est  
 montré fourbe; l'Angleterre est avertie, définitivement  
 avertie; elle sait non seulement qu'elle ne peut compter  
 sur Guillaume II, mais qu'elle le trouvera un jour parmi  
 des adversaires. Elle est très heureuse que cet avertissement  
 soit donné après tout pour qu'elle puisse agir en conséquence

et de préparer. — actuellement il ne doit rien de l'incident  
 sinon des préparatifs militaires & navals; l'Empereur Guillaume  
 a eu tort de montrer trop tôt des pensées de derrière la tête.

Quant aux Boers, la marche à suivre envers eux sera  
 de leur conseiller de ne pas trop faire circuler M<sup>r</sup> Debeert van Blokkland  
 auprès de toutes les cours européennes; on leur déclarera de la bouche  
 qu'on n'a pas le moindre intention de toucher à leur souveraineté,  
 ni de la restreindre en quoi que soit, mais que l'on n'admettrait pas  
 qu'ils en fissent usage pour instruire un Etat militaire hostile aux  
 propriétés anglaises du Cap & celles du Zambèze, avec le concours  
 d'éléments militaires étrangers. On leur demandera d'accepter la  
 coopération des nouveaux venus à la vie publique, en prenant  
 pour eux le rôle d'une aristocratie qui ne repose pas les  
 classes récemment nées attendant les Boers ont encaissé l'argent  
 sans pudeur en leur vendant leurs terrains dans des  
 conditions souvent fort immorales; les Boers comprendront qu'avec  
 14000, ils ne peuvent pas armer 70 ans hommes & leurs  
 capitaines. — Tout cela s'arrangera sans l'Allemagne et au  
 dehors d'elle pour qu'en angletant tout le monde a le  
 sentiment d'une injustice à réparer, et que, si le gouverneur  
 général n'a rien vu et a été aveugle, Cecil Rhodes a été  
 nécessairement au courant.

En résumé, de toutes parts, du côté français comme du côté des deux intéressés, on se d'accord pour exprimer la conviction qu'il ne sortira aucun conflit actuel plus sérieux entre l'Angleterre & l'Allemagne de cette affaire de Transvaal. Seulement, elle peut devenir un point d'aiguillage, une bifurcation d'une certaine importance par l'avenir & servira en tout cas à lord Salisbury de moyen d'obtenir des crédits pour des armements.

II Conflit entre l'Angleterre & les Etats-Unis. — Je n'ai pas la moindre inquiétude immédiate à cet égard, mais je crois très fermement qu'il y a là une rivalité beaucoup plus sérieuse et beaucoup plus tenace qu'on se la représente habituellement. —

Au fond, les Etats-Unis entendent être les premiers & même les seuls en Amérique. — Ils ne veulent plus des anglais de l'autre côté de l'Océan. — Ils entendent réaliser leur rêve d'une immense Union embrassant les deux Amériques, les Etats-Unis garantissant le Brésil & les Républiques hispano-américaines contre toute invasion européenne et vidant en échange les marchés du Sud et du Centre ouverts à leurs produits

industriels. C'est du commerce avant tout. Les Hispano-américains répondent timidement que les Etats-Unis ne sont pas en état d'acheter comme l'Europe les cafés, les laines, les peaux, les viandes du Sud; ils ajoutent qu'ils vivent de leurs domaines, qu'ils ne peuvent se développer sans les capitaux européens, et qu'ils préfèrent les produits fabriqués de l'Europe, meilleurs et moins chers, au camp des Etats-Unis plus chers et plus mauvais. — Les Etats-Unis tiennent bon et tiendront bon. L'obstacle, c'est l'Angleterre, d'autant plus que le Canada se développe dans les dernières années dans de plus grandes proportions que les territoires dépendants des Etats-Unis.

Je crois donc que la rivalité entre Londres et Washington, loin de s'atténuer, ira en augmentant. Les financiers anglais ont pu, en deux jours, infliger d'énormes pertes aux financiers de la côte américaine, mais cela est fort égal à la masse de la population des Etats-Unis, qui est d'origine des banquiers d'Est et ne les aime nullement. A l'heure actuelle, l'Angleterre sortirait très meurtrie, mais peut-être victorieuse, d'une lutte contre les Etats-Unis, et j-

suis convaincue que l'Angleterre va se préparer à cette lutte sans la désirer, c'est à dire augmenter ses réserves d'armes et de navires.

III L'avenir me semble donc, comme indication immédiate et pour le moment, pouvoir et devoir être uniden' comme n'offrant aucun danger, comme paupique.

Mais, au point de vue philosophique si j'ose m'exprimer ainsi, l'Angleterre va forcément être engagée dans de très grandes dépenses militaires et va peut-être chercher à se trouver des alliés. — Elle est probablement, ou elle est peut-être, à un tournant de son histoire. Jadis, au temps des armées permanentes peu nombreuses composées de soldats de profession, elle arrivait le plus souvent à trouver sur le continent un souverain qui lui fournissait une armée en vue de buts d'équilibre diplomatique (guerre de Crimée par exemple); mais avec les grandes armées nationales, aucun gouvernement, aucun souverain ne peut mettre ces maps en mouvement et engager l'existence même de la nation s'il ne s'agit pas de l'existence du pays ou tout au moins de questions très graves de prépondérance. —

L'Angleterre trouvera-t-elle encore un état, des états avec qui s'allier sur le continent, alors qu'à cette époque d'expansion commerciale et coloniale, de recherche de débouchés pour les



trop plein de marchandises & pour le trop-plein de socialistes, les divers états continentaux sont partant arrêtés par les anglais plus amicus dans toutes les autres parties du monde? — Cela est douteux.

Le qui de papa en ce moment semble être le premier craquement de la politique du XIX<sup>e</sup> siècle; encore une coup, c'est plutôt à des réflexions philosophiques que tout cela nous amène; ce n'est pas de la politique, car, à l'heure actuelle, il ne sature à peu près rien de tout ce bruit, surtout pas la guerre.

IV Quant à la politique intérieure française, faut-il en parler? Elle se passe chez le juge d'instruction: affaire de change de la liste des 104 inventée par les pirates du journal la France; affaire du petit sucrier Debandy, qui a entrecuivé, entre autres, l'arrestation de M<sup>r</sup> de Livry l'adressant à la ville de Genève dans le port de Brunswick et de M<sup>r</sup> de Delbruyen le successeur du médecin neuchâtelois quebhard dans les hautes grâces de madame Sévigné; affaire arton dont il ne sortira probablement rien par qu'il a tout intérêt à se taire; affaire Dupas le politicien qui prétend avoir reçu l'ordre de ne pas arrêter arton; sans parler de l'affaire Rosenthal dit

St Lere, le juif pompier qui enseignait la diplomatie chaque matin  
 dans le Figaro aux boulevardiers pour le compte d'un ne sais quel  
 gouvernement. Tout cela est écoeuvrant & tout cela est loin  
 d'être fini, car on reviendra, un jour ou l'autre, sur le cas du Président Faure.

Le Cabinet Bourgeois bégaye de ces scandales, parcequ'il a l'air  
 de feindre de la propreté & du balayage, et le monde opportuniste par  
 se dit mal. — Sa force continue à résider dans la personne de  
 M<sup>r</sup> Bourgeois & sa faible vertu, comme au premier jour, dans l'incompétence  
 et la maladresse de quelques uns de ses membres. — M<sup>r</sup> Berthelot a travaillé  
 depuis dix mois dans de telles proportions que sa santé l'empêche certainement  
 d'avoir des entretiens avec les représentants étrangers; je l'ai déjà  
 signalé les lacunes de quelques autres ministres. — Mais, au point de  
 vue parlementaire pur, le Cabinet gâche du terrain & aura bientôt  
 une majorité qui lui permettra, à un moment donné, de couper sa  
 queue socialiste<sup>††</sup>. — Seulement il se met sur les bras de bien gros  
 obstacles au moment de l'impôt sur le revenu, qui risque  
 de produire dans le pays. Si de ces gros courants, à maintes reprises  
 tout les conséquences sont incalculables, la République de 1848 a été  
 à moitié tuée par une question d'impôt.

Afin, Monsieur le Président, l'hommage de ma très haute  
 considération

Hardy

†† et qui tiendra ce qui tiennent les majorités en France,  
 puisqu'il est entendu qu'elles sont, non pas la réunion d'hommes ayant les mêmes  
 opinions, mais le groupement d'un certain nombre de coteries personnelles.